IN MEMORIAM

Georges Debunne nous a quittés... de corps mais pas de cœur

Corinne Gobin Politologue, maître de recherche FNRS-ULB

Georges Debunne (1918-2008) s'est éteint ce lundi 22 septembre matin à l'âge de 90 ans. Il représentait pour de très nombreux militants de gauche de ce pays mais aussi de France et d'Europe le symbole de la résistance à l'Europe néolibérale. Il était d'autant plus aimé ou admiré par de très nombreuses personnes qu'il n'a jamais hésité à prendre parti pour défendre les plus démunis, dans des combats difficiles, même si pour cela il devait se retrouver seul et, concernant le débat européen, très souvent en porte-à-faux avec une très grande partie des directions syndicales.

Rappelons qu'aucun homme dans le monde n'a dû avoir carrière syndicale aussi longue et aussi dense: militant syndical dès l'âge de 18 ans et instituteur à Halle, président de la CGSP à 31 ans, secrétaire général de la FGTB à 50 ans, président de la Confédération européenne des syndicats (CES) à 64 ans (organisation qu'il avait très largement contribué à fonder en 1973), président de la Fédération européenne des retraités et des personnes âgées (FERPA) à l'âge de 75 ans (organisation aussi créée à son initiative). Il se trouva engagé dans le syndicalisme durant 61 ans sans relâche.

Sa ténacité dans le combat socialiste et démocratique n'a jamais failli. En 2001, l'attaque cérébrale qui le rendit hémiplégique et lui rendit l'expression orale pénible n'avait aucunement affaibli sa détermination à lutter pour dénoncer une Europe qui s'éloignait de l'engagement pro-européen initial de Georges Debunne: l'extension et le renforcement des droits sociaux et démocratiques à l'ensemble du continent européen. Ainsi, beaucoup d'entre nous ont eu le bonheur de pouvoir le saluer régulièrement ces dernières années, en chaise roulante, écharpe rouge autour du cou car il était toujours là dès qu'il fallait défendre les



droits des travailleurs, des chômeurs, des retraités et des personnes âgées: manifestations officielles des organisations syndicales mais aussi celles des marches européennes contre le chômage et l'exclusion sociale, manifestations des divers regroupements de gauche contre les Traités libéraux européens et contre une charte européenne des droits fondamentaux fortement régressive. Toute injustice et toute atteinte aux droits démocratiques fondamentaux le révulsaient: c'est pourquoi il fut à nouveau bien présent afin de soutenir Bahar Kimyongür à l'occasion des attaques actuelles de plus en plus marquées que subissent des militants de gauche dans leur droit à la liberté d'expression politique et à leur droit de défense judiciaire.

Quand on examine l'ensemble de son engagement social, il est difficile de trouver un domaine où il n'a pas milité: outre les combats découlant de ses responsabilités syndicales, il fut aussi présent pour défendre la paix et protester contre le développement insensé de l'armement, il s'impliqua dans le développement du

logement social et pour un fonctionnement ouvert au monde et épanouissant pour l'enfant de l'enseignement public primaire et secondaire.

Georges, membre d'une famille socialiste, un de ses grands-pères fut d'ailleurs l'un des premiers élus socialistes à entrer à la chambre belge des représentants en 1894, n'a jamais oublié qu'avoir le courage d'être socialiste, c'était déclarer en toute conscience et sans relâche que le capitalisme devait être aboli. Pour lui, le socle de la société démocratique pour lequel il fallait sans cesse lutter reposait sur l'institution d'un parlement réellement législatif et autonome à l'égard du pouvoir exécutif, sur l'organisation d'un syndicalisme de combat et de contre-pouvoir fondé sur le contrôle ouvrier dans l'entreprise, sur un Etat de Puissance publique forte pour assurer de solides services publics ainsi qu'un secteur économique public indépendant du secteur privé et enfin sur un système de sécurité sociale entièrement public, financé par la solidarité entre salariés en tant que système par répartition à partir de la cotisation sociale.

Il se battait pour que les acquis nationaux soient coulés dans la loi (ou la Constitution) européenne, comme nous l'expliquons page 38. La généralisation à toute l'Europe des systèmes d'indexation des salaires et de liaison au bien-être des autres revenus sociaux devrait être aussi parmi nos revendications prioritaires: nous poursuivrions ainsi ce que Georges avait obtenu pour la Belgique.

Georges, merci à toi pour tous ces combats que nous continuerons! Mais en te perdant, nous perdons tellement! ■

Pour retrouver la pensée de Georges Debunne, des livres qui restent d'une actualité brûlante : Les syndicats et l'Europe, Ed. Labor, Bruxelles, 1987. J'ai eu mon mot à dire, Ed. Labor, Bruxelles, 1988. A quand l'Europe sociale?, Ed. Syllepse, Paris, 2003.